



Le Parti Socialiste Unifié
présente

Serge MALLET

Professeur de Sciences Politiques à l'Université de Paris VIII
Ecrivain, journaliste, sociologue
Président du Comité National Antimafia
Membre de la Direction Politique Nationale du PSU

SUPPLEANTE

NICOLE PAOLI

Militante d'Action Familiale et Sociale

La 6^e circonscription des Hauts-de-Seine est au centre d'une des plus gigantesques opérations immobilières du "système Pompidou": le quartier d'affaires de la Défense et son annexe de Neuilly.

Elle est aussi le fief du président de l'Assemblée nationale, **Achille Peretti**, qui a favorisé l'expulsion des petites gens de Neuilly et a installé à Puteaux son ami **Ceccaldi-Raynaud** pour y réaliser la même opération.

Puteaux et Neuilly sont livrés par les politiciens de la majorité à leurs amis des banques d'affaires, **PARIBAS** et **VERNES-COMMERCIALE DE PARIS**, qui en chassent la population laborieuse, ouvriers, employés, petits commerçants et artisans. Ces villes sont, à part quelques quartiers de grand luxe, réservés à une minorité de privilégiés, appelés à devenir des villes de bureaux, surpeuplées le jour et désertes le soir.

C'est pour arriver à ces fins qu'une poignée de politiciens UDR et assimilés, ont instauré à Neuilly et à Puteaux une atmosphère de terreur et de corruption, utilisant systématiquement les services municipaux à leurs fins personnelles et s'appuyant, comme à Puteaux, sur de véritables bandes armées.

C'est pour démasquer devant l'opinion publique ces agissements que j'ai fondé en 1971, avec le concours du **Parti Socialiste**, du **PSU** et de nombreuses personnalités sans parti, le **Comité Anti-Mafia** qui a commencé de lever le voile sur les machinations politico-financières qui ont présidé à la réalisation du quartier de la Défense.

C'est pour continuer cette tâche que j'ai accepté de répondre à l'appel de personnalités d'horizons divers en étant candidat contre **Achille Peretti**.

RENDRE PUTEAUX ET NEUILLY A LEURS HABITANTS

Le système Pompidou, le monopole politique exercé par l'UDR au service exclusif des groupes financiers les plus parasitaires, touche à sa fin. Mais les traces qu'il a laissées dans le pays ne s'effaceront pas vite. Ce n'est pas du jour au lendemain que les citoyens retrouveront le goût des affaires publiques, réapprendront à prendre en charge leurs propres problèmes et décideront de les trancher par eux-mêmes.

Dans cette région, d'où le régime a pu chasser sans protestation des milliers et des milliers de familles, en a ruiné des centaines d'autres, gaspillé les deniers publics sans en rendre le moindre compte, il y avait une première urgence: rendre la parole aux citoyens. Nous entendons poursuivre cet effort. Aucune intimidation, aucune persécution n'ont fait reculer les animateurs du Comité Anti-Mafia et les citoyens courageux de Neuilly et de Puteaux qui ont appuyé son effort.

Mais il est possible d'aller plus loin: de chasser de la région cette mafia. La défaite d'Achille Peretti, l'un des personnages les plus repré-

sentatifs et les plus puissants de ce système, signifierait la possibilité de rendre Neuilly et Puteaux à leurs habitants.

- de mettre fin aux dispendieuses pharaonades qui entendent - pour le seul profit de quelques banquiers - détruire toute vie sociale et culturelle, faire de nos villes des casernes de bureaux sans âme.

- de reloger dans des conditions humaines les milliers d'expulsés, de rétablir les équilibres sociologiques et économiques de la région, de créer sur place les emplois qualifiés qui éviteraient aux travailleurs les longues et coûteuses migrations journalières, d'édifier les centres culturels, les instituts technologiques et les établissements d'enseignement supérieur qui donneraient une véritable formation à la jeunesse, de libérer les espaces verts nécessaires à une vie équilibrée. Mais cela implique de faire rendre gorge aux spéculateurs, de rendre l'E.P.A.D. à sa destination initiale, de stopper le gigantisme bureaucratique.

CHASSER DU POUVOIR L'UDR ET SES BANQUIERS

Pour cela, il faut mettre fin à la domination des groupes financiers sur l'Etat. Il faut rendre aux citoyens et aux travailleurs la gestion de leurs affaires, le droit de décider comment ils veulent vivre. Pour cela, il faut changer de système, il faut changer de régime.

Mais le système veut se défendre et il n'hésitera pas, ici comme ailleurs, mais ici plus qu'ailleurs, à faire litière de sa propre légalité.

La lutte sera difficile: on juge un candidat d'opposition non sur ce qu'il dit mais sur ce qu'il fait.

Nous avons été depuis deux ans les seuls adversaires résolus de la mafia politico-financière qui vous contrôle. Nous l'avons déjà fait reculer. En votant massivement pour ceux qui se sont battus pour vous, vous transformerez ce recul en déroute.

POUR EN FINIR AVEC LA SOCIÉTÉ ACTUELLE...

Le régime gaulliste va vers sa fin. Si la majorité, divisée et qui a peur, essaie de s'accrocher à ses privilèges, rarement l'enjeu d'élections législatives aura été aussi clair qu'aujourd'hui : **il est possible d'en finir avec la société actuelle.**

Devant la hausse des prix, que les camouflages pré-électoraux ne peuvent arrêter, devant la montée du chômage, devant les scandales et les méthodes policières du régime, devant la misère des équipements publics (logement, téléphone, santé, école) devant le silence écoeurant du gouvernement français quand Nixon

bombardait Hanoï, le mécontentement populaire s'est accumulé contre les hommes de Pompidou.

Mais plus encore, au cours des dernières années, et notamment à travers des luttes populaires comme celle du Joint Français de Saint-Brieuc, une volonté grandissante s'est exprimée : celle d'en finir avec une société où l'on décide sans nous et contre nous, où les mécanismes de décision sont aux mains d'un petit groupe d'industriels, de banquiers, d'administrateurs. L'ensemble de la crise du capitalisme rend le socialisme plus actuel que jamais.

LE PSU PROPOSE : LE SOCIALISME ET L'AUTOGESTION

Les Français aspirent à des transformations profondes et non au simple changement d'équipe gouvernementale : le PSU leur propose le projet du socialisme et de l'autogestion.

L'autogestion, c'est la possibilité pour chaque homme et chaque femme d'imposer les décisions qui le concernent, là où il habite et là où il travaille. Pour que la volonté collective puisse l'emporter contre les résistances et les égoïsmes, il faut que la planification démocratique assure la suppression des inégalités sociales et régionales. L'autogestion c'est enfin le socialisme et la liberté, soucieux d'élargir les libertés fondamentales et respectueux des différences et des particularités.

Projet pour l'avenir, l'autogestion se prépare dès aujourd'hui dans la lutte quotidienne : c'est ce que signifie le titre de notre Manifeste. **"Contrôler aujourd'hui pour décider demain"**, où le PSU démontre comment construire dès maintenant le socialisme et l'autogestion. En contrôlant la vie de l'entreprise, du quartier, du pays, en imposant les décisions prises collectivement, nous préparons l'avènement d'une société socialiste où demain, c'est nous qui déciderons.

Société qui ne peut se limiter à l'Hexagone et qui, pour être socialiste, exige la solidarité avec tous les peuples exploités par les impérialismes internationaux.

VOTER PSU

c'est contribuer avec toutes les forces populaires à écarter du pouvoir les hommes du patronat, qu'ils se disent encore gaullistes ou qu'ils se camouflent sous le nom de "réformateurs" ;

c'est choisir parmi les forces politiques du mouvement ouvrier la seule qui défende le projet du socialisme et de l'autogestion ;

c'est affirmer votre volonté de participer au combat qui se mène, quotidiennement, partout, pour construire dès à présent

le socialisme et l'autogestion

